

LORIENT AGGLOMERATION
COMMUNE de QUISTINIC

Morbihan

ENQUETE PUBLIQUE

du lundi 26 août 2019 à 9h au vendredi 27 septembre 2019 (inclus) à 17h

**Projets de zonage d'assainissement
des eaux usées et des eaux pluviales
de la commune de Quistinic**

**Arrêté du 12 juillet 2019 de M. Norbert METAIRIE
Président de Lorient Agglomération**

**RAPPORT ET AVIS
DU
COMMISSAIRE ENQUETEUR**

Le 12 novembre 2019

SOMMAIRE

I : RAPPORT	3
1) PRESENTATION DE LA COMMUNE DE QUISTINIC	3
1.1 Présentation générale.....	3
Les principales caractéristiques.....	3
Formes urbaines	5
Démographie	6
Le parc de logements.....	6
Données économiques.....	6
Equipements et services	7
Transports, eau et déchets	8
Tourisme.....	8
1.2 Le zonages eaux usées et eaux pluviales.....	8
Zonages des eaux pluviales	12
Révision du zonage d’assainissement des eaux usées.....	14
2) ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L’ENQUETE.....	14
2.1 Désignation du commissaire enquêteur et organisation de l’enquête	14
2.2 Information du public	15
2.3 Déroulement de l’enquête	15
3) LE DOSSIER D’ENQUETE ET LES OBSERVATIONS DU PUBLIC.....	16
3.1 Le dossier d’enquête publique.....	16
3.2 Observations du public et procès-verbal d’enquête.	17
3.3 Avis des Personnes Publiques Associées et réponses collectées dans le cadre de l’enquête PLU	18
Avis de la MRAE	18
Avis de la DDTM.....	20
3.4 Le mémoire en réponse	20
3.5 Après l’enquête	23
II : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR	25
1) RAPPEL SUR LES CARACTERISTIQUES COMMUNALES.....	25
Le parc de logements.....	25
Le projet de PLU	25
2) APPRECIATIONS MOTIVEES	25
2.1 Sur le déroulement de l’enquête.....	25
2.2 Sur le dossier d’enquête	26
2.3 Sur les observations du public.....	26
2.4 Sur les avis des PPA et les réponses au PV d’enquête.....	27
2.5 Conclusions globales sur le projet.....	31
3) CONCLUSION DE L’AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR.....	32

I : RAPPORT

Le présent rapport est établi dans le cadre des prescriptions édictées par arrêté du 12 juillet 2019, de Monsieur le Président de Lorient Agglomération, ouvrant une enquête publique sur les projets de zonage d'assainissement des eaux usées et pluviales de la commune de Quistinic.

Ce rapport est articulé comme suit :

- Présentation de l'objet de l'enquête ;
- Organisation et déroulement de l'enquête ;
- Dossier d'enquête, observations du public et avis des PPA.

1) PRESENTATION DE LA COMMUNE DE QUISTINIC

1.1 Présentation générale

Par délibération du 12 juillet 2016, la commune de Quistinic a décidé de procéder à la révision générale de son PLU adopté en 2010 et modifié en 2012. Elle s'est donné pour objectif la définition d'un nouveau projet de territoire en intégrant les évolutions législatives récentes (Grenelle et ALUR), les principes résultant du SCOT du Pays de Lorient approuvé le 16 mai 2018 ainsi que les orientations du PLH de 2017 et celles du PDH du Morbihan.

La commune de Quistinic compte 1424 habitants et s'étend sur 4 293 ha. Elle est située à environ 35 kms de Lorient, au nord-est, dans le canton de Guidel et fait partie de Lorient Agglomération depuis 2014, suite au regroupement de plusieurs intercommunalités. (25 communes, 207 857 habitants en 2015). Elle était antérieurement rattachée à Plouay Communauté.

Au plan gestion de la ressource aquatique, la commune relève des orientations du SDAGE Loire Bretagne et s'inscrit dans le SAGE « Blavet », approuvé le 15 avril 2014.

Les principales caractéristiques

Au regard du SCOT, Quistinic constitue un *pôle communal* situé à la périphérie de l'agglomération et éloigné des grands axes de circulation. C'est la 22^e commune sur 25 en termes de population et la densité est faible. Commune rurale au patrimoine remarquable, elle présente de fortes particularités naturelles et paysagères liées à des singularités géologiques et à la présence d'un réseau hydrologique dense.

Au plan morphologie, l'étude paysagère de 2016 a identifié 12 unités de paysage à l'échelle de l'agglomération. Quistinic se situe en partie sur l'unité plateau de « l'Argoat » à

vocation agricole et sur l'unité « *Vallée du Blavet, du Brandifrou et de la Sarre* » où l'on trouve des reliefs accidentés. Ces particularités topographiques résultent de la combinaison des effets du cisaillement sud-armoricain, avec ses plissements et de l'hydrographie qui a creusé des profondes vallées. Le socle est principalement granitique. Cette forte identité paysagère engendre des contraintes en matière de mise en valeur agricole, ce qui se traduit par une grande surface de massifs forestiers. Il en résulte des ambiances de type montagnard avec une nature très présente et des sentiers préservés propices aux randonnées (97 km de chemin dont 77 balisés). Son altitude moyenne (entre 20 et 176 m) est de 140 m et en fait un des points culminants de l'agglomération. Elle comporte de nombreux points de vue remarquables.

Les massifs forestiers représentent 40 % de la surface communale et la trame bleue s'étend quant à elle sur un linéaire de 73 km. Compte tenu du relief, les zones humides sont peu étendues mais constituent toutefois près de 4 % de la superficie du territoire.

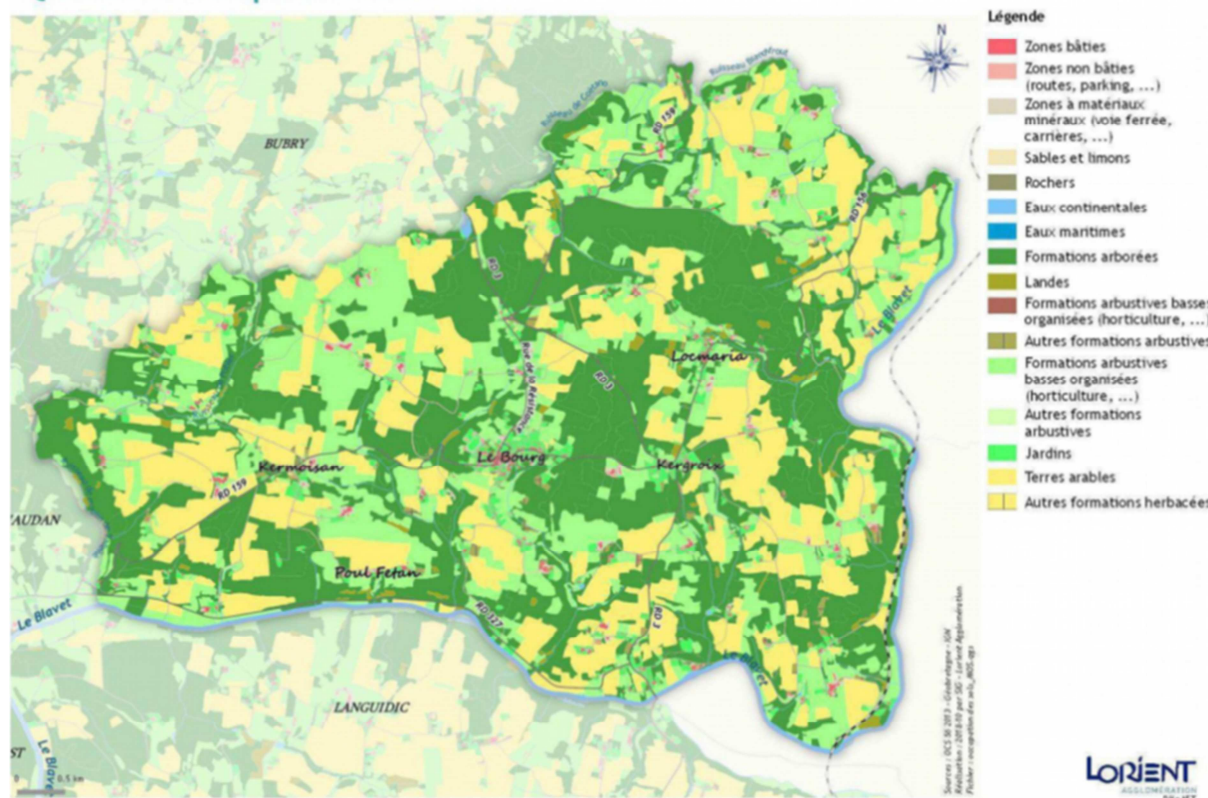
Dans ces conditions, les continuités écologiques sont fortement connectées et combinent ces milieux divers. Il en résulte une grande richesse écologique avec présence de plusieurs espèces remarquables, mais la sous-trame de landes s'appauvrit du fait de l'emboisement qui progresse, avec des risques d'homogénéisation des habitats et paysages.

La vocation agricole de la commune marque aussi son territoire et la zone dédiée représente 47,7 % de la superficie communale, soit 2 048 ha dont 1935 ha pour l'activité agricole, 6 ha en friche et 107 ha occupés par des activités de loisirs. La surface agricole, répartie entre pâturages et cultures, a fait récemment l'objet d'un aménagement foncier qui a permis le regroupement du parcellaire. Les bosquets et ruisseaux maintiennent néanmoins de bonnes liaisons dans cet espace.

La protection des masses d'eau est un enjeu majeur pour ce territoire et si le suivi du Blavet est régulier, ce n'est en revanche pas le cas pour le reste du réseau qui présente un chevelu très dense.

Au plan climat, air et énergie, la commune est sous influence océanique, le climat est tempéré et la qualité de l'air, difficile à mesurer à Quistinic, est correcte sur le territoire du pays.

QUISTINIC : Occupation du sol



La commune est par ailleurs riche d'un patrimoine bâti remarquable principalement construit lors de cette période prospérité dite « *âge d'or de la Bretagne* ». (du XVe siècle au XVIIème siècle) : les châteaux et manoirs sont nombreux et les constructions rurales anciennes sont très présentes sur le territoire. On dénombre quatre monuments historiques (3 édifices religieux et un manoir) et 6 chapelles d'intérêt. Les hameaux (80) avec leurs centralités ont longtemps contribué à la structuration du territoire.

Lieu d'occupation ancienne, le territoire comporte 6 zones archéologiques (sites et zones de présomptions de prescriptions).

Formes urbaines

Outre le bourg en position sommitale, certains hameaux sont plus urbanisés en particulier Kergroix et Locmaria (paroisse), mais c'est aussi le cas de Pont-Augan, Kermoisan et Keramour. Ces hameaux comptent au plus une soixantaine d'habitations et se sont développés de manière peu maîtrisée. Deux types principaux de tissu urbain sont dénombrés : une forme urbaine agglomérée au tissu continu et un tissu discontinu individuel caractéristique du mitage. Des poches d'habitat bas et traditionnel perdurent cependant (type longère bretonne du XIV^e).

Démographie

Le Pays de Lorient regroupe 3 intercommunalités soit 42 communes et 275 000 habitants (103 000 emplois, 8,8% de chômage). Les plus fortes densités de peuplement sont situées au sud du territoire et les 20 communes du littoral représentent 78 % de la population. L'indice de vieillissement est plus élevé que la moyenne bretonne et la population croît surtout à la périphérie des agglomérations. 14 communes ont moins de 2 000 habitants.

Quistinic comptait environ 2 500 habitants jusqu'au début de la seconde guerre mondiale et sa population a ensuite décliné massivement en raison de l'exode rural jusqu'en 1975, puis de façon moindre jusqu'en 1999 (1 312 habitants). La tendance s'est ensuite inversée et Quistinic accueille de nouveaux habitants (+ 0,6% de 1999 à 2010 et + 0,4% de 2010 à 2015). En outre la population rajeunit et s'installe durablement.

Le parc de logements

Quistinic compte 884 logements dont 284 construits entre 1968 et 2015, soit 6 par an avec des variations. Sur la période 2006-2012, 11 logement/an ont été construits, ce qui est à mettre en relation avec l'objectif du PLH qui est de 9 par an.

On dénombre 654 résidences principales, 129 résidences secondaires et 101 logements vacants. La plus grande partie des ménages est propriétaire (85,2%) et les maisons individuelles constituent l'essentiel du parc (2.2% d'appartements). Ce parc est en partie vétuste. Par ailleurs, Le PLH assigne à Quistinic des objectifs en matière de logements locatifs sociaux à hauteur de 10 % de la production annuelle.

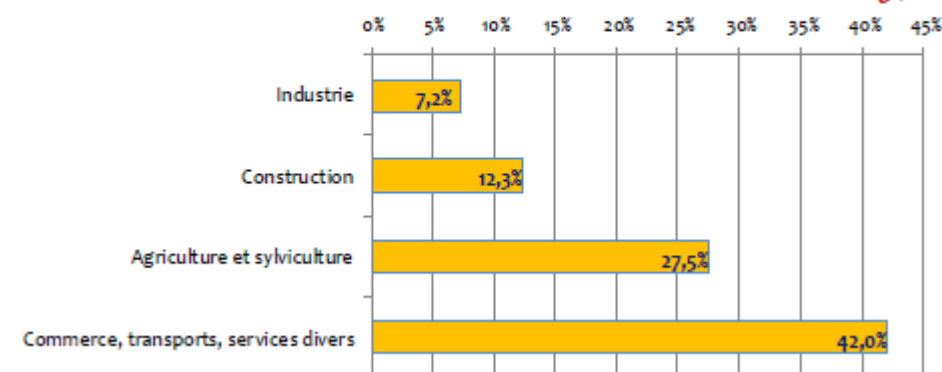
Il est à noter que le parc de logements, ancien, est très énergivore et la rénovation thermique s'impose ainsi que le développement du renouvelable.

Données économiques

La commune comptait 866 actifs en 2015 dont 574 ayant un emploi : 168 à Quistinic, 406 à l'extérieur (9,9% de chômage en 2015). Les emplois sont principalement salariés : 81% et 19% pour les indépendants.

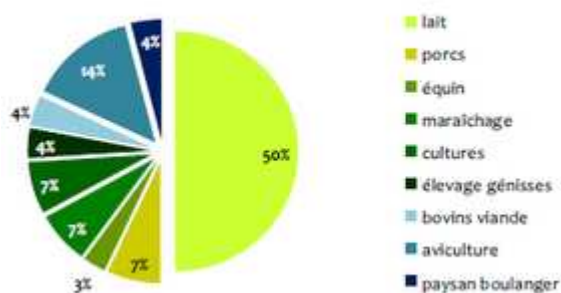
Les secteurs d'activité se répartissent comme suit :

Répartition des établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015 (en %)



Les emplois sont majoritairement assurés par le secteur des commerces, des transports et des services divers. L'activité agricole qui occupe presque 50% de la superficie de la commune est conduite par un nombre d'exploitants en constante diminution : de 121 exploitations en 1998 à 40 en 2010.

Principales productions agricoles



L'agrobiologie et les circuits courts sont toutefois en développement (7 fermes et plusieurs projets). 5 fermes pratiquent la vente directe.

Equipements et services

La commune est dotée d'équipements administratifs, éducatifs (2 écoles primaires) et sociaux. Elle dispose de services techniques et d'une station d'épuration (500 eqh).

Ces équipements sont essentiellement localisés dans le bourg et Quistinic reste très dépendant des grands pôles de l'agglomération.

Un projet de nouvelle école publique va permettre de la rapprocher des équipements de sports et de loisirs.

Transports, eau et déchets

L'approvisionnement en eau et l'assainissement relèvent de la compétence de l'EPCI.

Quant aux déplacements : le réseau viaire départemental représente 31 km, soit 4 routes dont l'ancienne voie ferrée qui longe le Blavet. La voiture est prédominante et pour les familles comptant des enfants une seconde voiture s'impose souvent. Les parkings du bourg occupent 4 500 m² (250 places).

Une ligne de transport collectif relie le bourg à Languidic (5 courses) avec diverses correspondances notamment vers la gare ou le centre de Lorient. Un service scolaire complète cette offre pour acheminer les enfants vers les écoles du bourg.

Tourisme

La commune bénéficie d'une réelle attractivité liée à la richesse de son patrimoine naturel et architectural. Les équipements sont peu nombreux (camping municipal fermé) mais Quistinic est propriétaire du village écomusée de Poul Fetan, témoin de la vie rurale au XIX^e et accueille sur son territoire les hébergements « insolites » de Pratmeur.

La valorisation du patrimoine rural est ancrée de longue date et l'association « *Les vieilles Pierres* » œuvre à cet effet.

Poul Fetan a accueilli plus de 2 millions de visiteurs entre 1985 et 2017. Quant aux hébergements du Roduic et de Pratmeur qui sont ouverts huit mois et demi par an, ils ont réalisé 8 500 nuitées en 2018 et emploient 10 salariés en saison.

1.2 Le zonages eaux usées et eaux pluviales

Par délibération du 17 avril 2018, le Conseil Communautaire de Lorient Agglomération a décidé de lancer la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Quistinic.

Par délibération du 16 octobre 2018, le Conseil Communautaire de Lorient Agglomération a décidé en application de l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, de délimiter des études de zonages d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales et de les soumettre à enquête publique.

Il expose :

« Le zonage d'assainissement des eaux usées de La commune de Quistinic a été approuvé par délibération du 9 avril 1999 et révisé par délibération du 11 mai 2009 afin d'intégrer des nouveaux secteurs d'urbanisation inscrits au PLU.

La commune de Quistinic ne disposant pas de zonage d'assainissement des eaux pluviales, il est proposé de profiter de la révision du Plan Local d'Urbanisme pour élaborer le zonage d'assainissement des eaux pluviales et réviser le zonage d'assainissement des eaux usées en prenant en compte révolution de l'urbanisation prévue par le futur document d'urbanisme communal »

Les zonages visent à délimiter :

« 1° Les zones d'assainissement collectif où Lorient Agglomération est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où Lorient Agglomération est tenue d'assurer le contrôle de ces installations et, si elle le décide, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

Mais aussi,

2° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement Lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

Ces zonages ont été réalisés dans le cadre de la révision générale du PLU qui a donné lieu à enquête publique concomitante sur la même période.

Une demande d'examen au cas par cas a été déposée par Lorient Agglomération le 13 septembre 2018.

Par décision en date du 12 novembre 2018, la MRAE, considérant que le zonage d'assainissement des eaux usées s'inscrivait dans le cadre de la révision du PLU assujetti à évaluation environnementale, a décidé de ne pas soumettre le projet à une évaluation distincte.

En revanche, La MRAE a décidé le même jour que le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales n'était pas dispensé d'évaluation environnementale. La MRAE précise que l'évaluation environnementale du zonage d'assainissement des eaux pluviales pourra être intégrée à celle de la révision du PLU en cours d'élaboration.

Il est rappelé que la MRAE a retenu, dans son avis délibéré du 20 juin 2019 sur le projet de PLU et les zonages, trois enjeux environnementaux prioritaires : la maîtrise de la consommation d'espace, celle de la qualité et de l'hydraulique des cours d'eau au regard de l'urbanisation prévue (ce qui vise la gestion des eaux usées et des eaux de ruissellement) et la préservation de la qualité des espaces naturels et paysagers.

Il est renvoyé à la synthèse des avis formulés par les PPA et à l'avis pour les développements concernant ces aspects.

Les objectifs de développement urbain du projet de PLU sont les plus sensibles au regard des enjeux environnementaux hydrauliques. Un rappel bref est effectué ci-dessous :

Le projet de PLU, en termes de consommation d'espace,

La réduction de la consommation foncière est de l'ordre de 57% par rapport à la période écoulée et la superficie est en relation avec les exigences du SCOT et les zones 1AU et les STEACAL AI et NI représentent 5ha25 d'extension.

La mise en relation du PLU de 2010 avec le projet fait donc ressortir une réduction importante des surfaces ouvertes à l'urbanisation : 12 ha de réduction de zones U et 22 ha de réduction des zones Au).

A. Évolution des zonages

Le tableau de comparaison ci-dessous précise les surfaces respectives des zonages du PLU de 2008 et d projet de PLU.

Zonage	PLU 2010	Zonage	Présent PLU	Différentiel
Na	2 049,7	Na	1 511,96	-537,74
Nh	25,7	Ne	0,57	-
Nl	19,5	Nf	384,20	-
Nr	17,4	Nia	0,06	-
		Nib	0,07	-
		Nic	0,20	-
		Nid	0,18	-
		Nie	0,61	-
Nzh	138,7	Nzh	93,77	-44,93
		Nzhs	3,73	+3,73
Zones N	2 251,0		1 995,35	-255,65
Aa	1 942,6	Aa	2 177,22	+234,62
		Aia	0,15	-
		Aib	0,64	-
Azh	6,3	Azh	60,73	+54,43
Zones A	1 948,9		2 238,74	+289,84
Ua	8,9	Ua	5,80	-3,1
Ub	51,7	Ub	27,19	-24,51
		Uc	10,27	-
		Ue	5,45	-
Ui	3,9	Ui	3,72	-0,18
Zones U	64,5		52,43	-12,07
1AU	13,6	1AUa	3,34	-10,26
2AU	15,0	2AUi	3,14	-11,86
Zones AU	28,6		6,48	-22,12
TOTAL	4 293,0	TOTAL	4 293,0	


Toutefois, Quistinic ambitionne, sur la base d'une prévision de croissance démographique de 1,03 % par an, d'accueillir, à l'horizon 2030, environ 220 habitants supplémentaires.

Les besoins nouveaux seraient dès lors d'environ 130 logements sur la période :

- en densification dans le bourg (2,7 ha, 4 OAP, 65 logements soit 23 à l'ha et 6 logements dans le lotissement *Les korrigans*)
- en extension à la périphérie (superficie maximale envisagée : 3,5 ha, 55 à 60 logements soit 17/ha) outre 10 logements à Kergroix.
- via le changement de destination de certains bâtiments agricoles architecturalement intéressants (21)
- et la valorisation des locaux vacants (101) en utilisant deux emplacements réservés dans le centre bourg.

Carte des OAP



 Secteur en densification ou en renouvellement urbain

 Secteur en extension d'urbanisation

La densification constitue le levier essentiel, mais il subsiste un impact sur les surfaces agricoles et des solutions de compensation foncière sont envisagées par Lorient Agglomération en partenariat avec la SAFER.

Ce niveau de création de logements a appelé des observations de la part des PPA et donné lieu à évaluation environnementale du PLU (pages 221 et suivantes du rapport de présentation).

Au plan enjeux hydrographiques, le milieu récepteur, décrit en présentation générale, présente un chevelu dense (51 km de cours d'eau permanents et 14 temporaires (9 cours d'eau dont le Blavet, en limite de territoire sud et est (16 km, domanial).



Figure 4 : Réseau hydrographique et bassins versants - source Etat initial de l'environnement - PLU

La synthèse des enjeux à prendre en compte est effectuée p. 40 du dossier d'évaluation environnementale (absence de ZNIEFF et de site Natura 2000 dans l'environnement proche).

Zonages des eaux pluviales

La notice de présentation du zonage comprend :

- Un diagnostic de l'état actuel de l'assainissement collectif et autonome,
- Les propositions de mise à jour du zonage, pour chaque secteur étudié,
- Les incidences du zonage.

Au plan linéaire, le réseau présente les caractéristiques suivantes :

	Linéaire (km)	Total
Canalisations (non exhaustif)	22,2	52,2 km
Fossés (non exhaustif)	30,0	
Nombre d'avaloirs		444

Chiffres estimés à partir du réseau d'eaux usées

« Le secteur du bourg est desservi par un réseau de collecte des eaux pluviales. Dans les secteurs non desservis, les eaux pluviales s'infiltrent en partie sur les parcelles non

imperméabilisées (jardins, espaces verts), ou s'écoulent librement sur la chaussée ou dans les fossés.

Les exutoires des bassins versants du réseau pluvial canalisé de la commune de QUISTINIC se rejettent, dans des petits cours d'eau, affluent du Blavet. ».

« Il existe deux ouvrages de régulation des eaux pluviales sur la commune de Quistinic :

- le bassin tampon de Kergroix,*
- le bassin tampon du bourg, ne jouant pas réellement le rôle d'ouvrage de régulation mais plutôt de collecte des eaux en provenance du bourg. »*

« Un contrôle des branchements d'eaux usées et d'eaux pluviales est réalisé systématiquement lors des mutations immobilières par le service contrôle de Lorient » Source : dossier évaluation environnementale.

En termes d'objectifs, la commune de Quistinic a choisi de limiter les débits supplémentaires, liés à l'imperméabilisation due aux nouvelles constructions, en privilégiant la gestion des eaux pluviales à la parcelle (infiltration, piégeage, techniques alternatives au tout tuyau). Ceci se traduit dans le règlement.

Le zonage comporte des préconisations en termes de coefficients d'imperméabilisation, de débits de fuite et de niveaux de protection et les mesures sont déclinées sur des secteurs identifiés au plan graphique.

La notice indique que ces règles s'appliquent aux nouveaux projets des zones urbanisables (A, N et U, débit de fuite calculé pour un orage décennal, bassin de 2 m³ minimum) et aux zones à urbaniser. Dans ces dernières si l'infiltration n'est pas réalisable, y compris avec de techniques alternatives, les directives du SDAGE seront appliquées (3l/s à l'ha pour une pluie décennale, calcul sur le BV de l'exutoire du projet). Une pluie de 30 ans est retenue si le projet engendre des rejets dans un réseau existant (voir tableau p.41 de la notice). Des mesures sont prévues pour limiter l'impact de rejets sur le milieu naturel.

Les projets portant sur une superficie supérieure à 1 ha donneront lieu à une procédure au titre de la loi sur l'eau.

L'évaluation environnementale conduite fait ressortir en conclusion que le Zonage d'Assainissement des Eaux pluviales aura des effets bénéfiques sur le milieu aquatique (zones humides et qualité des eaux, réduction minime des zones d'aléa le long du Blavet). Il comporte de mesures plus contraignantes que celles imposées par le SDAGE).

La séquence ERC est étudiée et les choix justifiés au regard des objectifs du SDAGE, du SAGE, du SCOT et du CGCT.

Révision du zonage d'assainissement des eaux usées

Le zonage doit être en cohérence avec le projet de PLU étant observé que, depuis 2009, des secteurs non prévus au zonage d'assainissement collectif ont été urbanisés et raccordés au réseau collectif.

Par ailleurs les objectifs du SDAGE Loire Bretagne, du SAGE Blavet et les règles du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) imposent sa révision.

Le diagnostic de l'état actuel de l'assainissement collectif et autonome fait ressortir les caractéristiques suivantes :

- un réseau d'assainissement collectif séparatif gravitaire d'un linéaire de 5,9 km qui dessert 181 abonnés soit 398 habitants, raccordé à une station d'épuration de type filtre à sable vertical drainé, construite en 2006 d'une capacité de 500 EH. Les rejets se font dans le Blavet via un ruisseau affluent.
- Le non collectif représente 659 installations contrôlées, 25,8% des installations (170) sont en bon état, 57,2% (377) sont acceptables avec des risques pour la majorité d'entre elles, 15,8% des installations (104) non acceptables et sources de pollution pour le milieu récepteur.

Les propositions de mise à jour du zonage, visent d'une part l'intégration des parcelles désormais desservies (secteurs de Bellevue et de Kernavenant et rue du Blavet), d'autre part la suppression des parcelles qui n'ont plus lieu d'y être (vers Penn Prat et Bellevue). Les hameaux resteront en zonage d'assainissement non collectif.

Les incidences du zonage résultent de l'évolution de la population (120 logements) ce qui entrainera, à terme, une utilisation de la station à 74 % de sa capacité.

2) ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE.

2.1 Désignation du commissaire enquêteur et organisation de l'enquête

Le commissaire enquêteur a été désigné par ordonnance du Tribunal Administratif en date du 5 juillet 2019. L'enquête, organisée par arrêté du président de Lorient Agglomération en date du 12 juillet, s'est déroulée du lundi 26 août 2019 à 9 h au vendredi 27 septembre 2019 (inclus) à 17 h et son siège a été fixé en mairie.

2.2 Information du public

L'arrêté municipal et l'avis d'enquête ont été affichés en mairie. Les avis ont été publiés dans les quotidiens Ouest France et Le Télégramme les 10 et 27 août.

L'avis d'enquête a par ailleurs été publié sur le site internet de la commune avec des liens vers le dossier en ligne.

L'affichage a été réalisé par les services municipaux et 6 panneaux ont été posés de manière très visible sur les voies à l'entrée de la commune et dans le bourg. (Voir certificat annexé)

2.3 Déroulement de l'enquête

Le dossier d'enquête publique était consultable en mairie aux heures habituelles d'ouverture, soit le lundi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, les mardi et jeudi de 8h30 à 12h30, les mercredi et vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00 et le samedi de 9h00 à 12h00.

Le dossier était également consultable sur le site internet de Lorient Agglomération, www.lorient-agglo.bzh dans la rubrique « *En Actions* » puis « *Enquêtes publiques* ». Un lien vers le dossier était indiqué de la mairie de Quistinic www.quistinic.fr et un poste informatique a été tenu à la disposition du public en mairie.

L'enquête s'est déroulée, conformément aux prescriptions de l'arrêté et cinq permanences sont intervenues :

- lundi 26 août de 9h00 à 12h00
- lundi 2 septembre de 16h00 à 19h00
- samedi 14 septembre de 9h00 à 12h00
- jeudi 19 septembre de 9h00 à 12h00
- vendredi 27 septembre de 14h00 à 17h00.

Outre le registre papier et les courriers, les observations pouvaient également être formulées, pendant la durée de l'enquête à l'adresse mail. Ces observations ont été annexées au registre papier et étaient consultables en ligne sur les sites dédiés.

L'organisation matérielle de l'enquête a été préparée lors d'une réunion en mairie le 25 juin suivie d'échanges de courriels et d'entretiens téléphoniques.

Des entretiens sont par ailleurs intervenus en cours d'enquête avec les élus et Madame DUMOULIN de la DEA de Lorient Agglomération. La grande disponibilité des élus, du personnel municipal et de Madame DUMOULIN, a contribué au bon déroulement de l'enquête.

Une salle a été mise à disposition du commissaire enquêteur qui disposait ainsi de bonnes conditions d'accueil avec possibilité de recevoir individuellement les personnes.

Le registre d'enquête à feuillets non mobiles a été régularisé puis côté et paraphé avant l'ouverture et les pièces du dossier ont été visées et paraphées.

Le registre a été clos le 27 septembre à 18 h (heure habituelle de fermeture de la mairie).

3) LE DOSSIER D'ENQUETE ET LES OBSERVATIONS DU PUBLIC

3.1 Le dossier d'enquête publique

Pièces communes aux deux dossiers

Décision du Tribunal Administratif désignant le commissaire enquêteur, Arrêté du 12 juillet du président de Lorient Agglomération prescrivant l'ouverture de l'enquête publique. Registre d'enquête à feuillets non mobiles comportant 20 pages cotées, avis d'enquête publié dans le « Ouest France » et « Le Télégramme » (1ère insertion et 2ème insertion) et affichage sur les lieux publics et Délibération du Conseil Communautaire approuvant le projet de zonage et prescrivant l'enquête publique.

Projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales

- Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale de Bretagne après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement,
- Rapport d'évaluation environnementale du zonage d'assainissement des eaux pluviales de Cirrus Environnement,
- Avis délibéré de la Mission régionale d'autorité environnementale de Bretagne suite à l'évaluation environnementale du zonage d'assainissement des eaux pluviales,
- Rapport de présentation du zonage d'assainissement des eaux pluviales,
- Carte du projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales.

Zonage d'assainissement des Eaux Usées, projet de modification

- Délibération du Conseil Communautaire prescrivant la révision du zonage d'assainissement des eaux usées,
- Notice explicative – textes régissant l'enquête publique, déroulement de la procédure administrative,
- Résumé non technique,
- Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale de Bretagne après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement,
- Rapport de présentation du zonage d'assainissement des eaux usées,
- Carte du projet de zonage d'assainissement des eaux usées.

3.2 Observations du public et procès-verbal d'enquête.

Le procès-verbal pris en application de l'article R123-18, alinéa 2 du Code de l'environnement a été délivré le 7 octobre et transmis par courriel.

Son contenu est reproduit ci-dessous :

Au cours de l'enquête aucune observation n'a été déposée au registre ou sur l'adresse courriel.

Toutefois deux dépositions formées dans le cadre de l'enquête PLU se rapportent à des thématiques ressortissant de l'enquête zonage. Elles sont reproduites ci-dessous.

C8, registre PLU, zonage EU de M. Sébastien LE NEZET

Copie d'un courriel du 23 mars 2019 avec mémoire de remarques sur le projet

Il déplore par ailleurs la suppression de l'assainissement collectif sur un terrain (section YN, n°49)



C14, registre PLU, de M. et Mme GUEGAN, zonage EP

En complément du courrier C 14, ils exposent que la parcelle ZX 114 est inondée en partie basse en raison d'une modification intervenue sur le chemin rural qui la longe à l'ouest. Ce chemin aurait été surélevé dans les années 90 et fait obstacle à l'écoulement des eaux vers le Blavet.



Le dossier soumis a par ailleurs suscité de ma part des interrogations dont la teneur est exposée ci-dessous :

Le dimensionnement de la station d'épuration a interrogé l'AE qui appelle l'attention de la commune sur le fait que *« sa capacité d'épuration collective serait proche d'être atteinte si ses prévisions démographiques étaient avérées »*

La DDTM soulève une question équivalente.

Il conviendrait donc de démontrer que *la station d'épuration, à terme, est en mesure d'absorber les effluents générés par l'augmentation de la population envisagée.*

Des préoccupations sont aussi formulées pour les dispositifs d'assainissement autonomes, tant du point de vue des besoins liés à l'urbanisation nouvelle qu'au regard des non-conformités affectant les dispositifs existants.

Il conviendrait donc de justifier les choix et d'exposer quelles modalités seront mises en œuvre en matière de correction des défauts affectant les installations.

3.3 Avis des Personnes Publiques Associées et réponses collectées dans le cadre de l'enquête PLU

Avis de la MRAE

« la maîtrise de la qualité et de l'hydraulique des cours d'eau au regard de l'urbanisation prévue (gestion des eaux usées et des eaux de ruissellement » constitue l'un des trois enjeux prioritaires identifiés par la MRAE.

Sur cet aspect, l'avis délibéré du 20 juin 2019 formule les recommandations suivantes :

- ♦ *La carte du réseau hydrographique (dans le rapport de présentation et en annexe) mériterait d'être complétée en y situant et en y nommant a minima les cours d'eau principaux du territoire, notamment ceux qui présentent un intérêt écologique particulier et qui drainent les eaux de ruissellement des zones urbanisées.*

Il a été répondu à cette observation dans le cadre du mémoire produit pour le PLU : *« Tous les cours d'eau ne possèdent pas de nom. Néanmoins, les cours d'eau nommés seront identifiés au document approuvé. »*

- ♦ *Au regard de l'augmentation significative de la charge organique traitée par la station d'épuration, l'Ae appelle l'attention de la commune sur le fait que sa capacité d'épuration collective serait proche d'être atteinte si ses prévisions démographiques étaient avérées.*

Dans le cadre du mémoire en réponse produit pour le PLU, il est précisé que la réponse serait apportée par le DEA.

Ce questionnaire avait été repris dans le PV d'enquête et a effectivement donné lieu à réponse reproduite dans les développements qui suivent.

- ◆ *Il serait opportun que soit appréciée la pression sur le milieu naturel des impacts des assainissements autonomes*

Dans le cadre du mémoire en réponse produit pour le PLU, il est indiqué que
« sur les 105 ANC, source de pollution, seuls 10 sont à 50 mètres ou moins d'une zone humide ou d'un ruisseau. Réponse à développer par la DEA »

- ◆ *L'Ae recommande à la commune d'analyser les incidences sur la qualité des cours d'eau et le fonctionnement des zones humides des activités et aménagements présents sur l'ensemble de son territoire et de mettre en œuvre les mesures d'évitement, réduction et compensation nécessaires à la préservation des milieux.*

Réponse du conseil en environnement

- ➔ L'ensemble des zones humides recensées dans l'inventaire communal a été reporté dans le règlement graphique dans un zonage Nzh ou Azh qui assure sa protection.
- ➔ L'ensemble des zones à urbaniser est situé bien à l'écart des zones humides recensées dans l'inventaire communal et classées en Nzh ou Azh. Il n'y a pas donc pas de risque de développer l'urbanisation à proximité immédiate de zones humides. Par ailleurs, les mesures de régulation des eaux pluviales imposées par le ZAEP conduisent à ne pas dégrader la qualité des eaux des cours d'eau par rapport à l'état actuel. En effet, la mise en œuvre de bassins de rétention largement dimensionnés permettra un rejet d'eaux pluviales pour les zones à urbaniser dont la qualité peut être considérée comme bonne.
- ➔ Il est précisé page 49 de l'évaluation environnementale du ZAEP que "L'application du Zonage d'Assainissement pluvial de Quistinic avec la mise en œuvre de bassins de rétention sur les six zones d'urbanisation a pour effet de diviser par 10 les flux de pollution qui seront rejetés dans le milieu aquatique par rapport à l'urbanisation de ces zones sans mise en œuvre de mesures compensatoires.
Le rejet des eaux de ruissellement des six zones d'urbanisation dans le bourg vers les ruisseaux de la Fontaine Dom Jacques et du Moulin de Bodéry n'altérera pas la qualité de la masse d'eau du Blavet au sens de la Directive cadre sur l'eau."
- ➔ L'évaluation environnementale du PLU précise dans le chapitre "4. Prise en compte du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Loire-Bretagne" :
"La protection systématique des haies, des talus, des zones humides et des bois favorise la régulation naturelle des eaux de surface, leur infiltration et leur épuration naturelle".
- ➔ L'évaluation environnementale du PLU précise dans le chapitre 2.5 Qualité des eaux :
"La protection systématique des haies, des talus, des zones humides et des bois favorise la régulation naturelle des eaux de surface, leur infiltration et leur épuration naturelle".
- ➔ L'évaluation environnementale du ZAEP précise au chapitre "IV.1.2 - Effets sur les zones humides" :
"Le Zonage d'Assainissement Pluvial conduira à la réalisation de bassins de stockage au point bas des parcelles à aménager.
L'inventaire communal des zones humides n'indique pas de zones humides en contact direct avec les parcelles à aménager. Par conséquent, les bassins de rétention mis en œuvre seront hors zones humides.
L'imperméabilisation des sols conduira à augmenter le volume des eaux de ruissellement (rejet à débit régulé de 3 l/s/ha) vers les zones humides bordant les cours d'eau, ce qui est globalement positif (réduit les risques d'assèchement des zones humides)."
Toutefois, si des zones humides venaient à être impactées dans des zones A ou N, le règlement du PLU reprend les règles de compensation de la règle 3.1.1 du SDAGE :
"Règle 3.1.1. La dégradation ou la destruction d'une «zone humide remarquable» ne pourra être acceptée que pour des projets d'intérêt public bénéficiant d'une DUP et/ou d'un Projet d'Intérêt Général, et justifiant de l'absence d'alternative avérée. La compensation se fera par la restauration de zones humides remarquables dégradées sur une superficie égale à au moins 300 % de la surface impactée."

- ◆ *L'Ae recommande à la commune d'étudier les incidences potentielles des aménagements du site de Poul Fetan sur le risque inondation et la vulnérabilité du village*

→ Réponse du conseil en environnement

Le règlement du zonage d'assainissement des eaux pluviales dispose que, pour les zones à urbaniser, les rejets ne doivent pas dépasser 3 l/s/ha pour une pluie décennale sachant que l'infiltration à la parcelle est à privilégier. Un tel débit de fuite permet de réduire les débits des eaux pluviales des parcelles à aménager par rapport au débit de l'état actuel. L'application du ZAEP sur ce secteur permet ainsi de réduire les risques d'inondation par rapport à l'état actuel.

Avis de la DDTM

Il est favorable mais assorti de réserves et d'observations :

C. La préservation des milieux

- *Justifier l'état de charge de la STEP afin de confirmer qu'elle est en mesure de traiter les effluents générés par la population supplémentaire à venir.*
- *Imposer la mise aux normes des ANC existants et non conformes.*

Il est répondu que le rapport de présentation sera complété en ce sens.

3.4 Le mémoire en réponse

Il a été transmis par courriel en date du 21 octobre suivi d'un courrier recommandé le 30.

I. ÉLÉMENTS DE REPONSE RELATIFS AUX OBSERVATIONS DEPOSEES DURANT L'ENQUETE PUBLIQUE

- Déposition C8 relative au classement de la parcelle YN 49 en zonage d'assainissement non collectif

Bien qu'à proximité du réseau d'assainissement collectif existant, cette parcelle est classée Aa (agricole) au projet de PLU.

Il ne nous a pas semblé nécessaire de la conserver au zonage d'assainissement collectif existant.

- Déposition C14 concernant la parcelle ZX 114, inondée en partie basse à cause du chemin rural surélevé à l'ouest de la parcelle faisant obstacles aux écoulements

Cette parcelle est située en zone Aa au projet de PLU, la compétence en matière d'eaux pluviales sur cette zone revient à la commune de Quistinic. L'obstacle aux écoulements pourra être réglé dans le cadre de travaux diligentés par la commune et ne sont pas l'objet du zonage.

II ÉLÉMENTS DE REPONSE RELATIFS AUX QUESTION DES PPA REPRISES DANS LE PV D'ENQUETE

-Capacité de la station d'épuration pour à terme absorber les effluents d'une population supplémentaire envisagée sur la commune

L'Agence de l'eau et la DDTM soulèvent la question d'une saturation de la station si les prévisions démographiques étaient avérées.

Tout d'abord, le fonctionnement complet de la station n'est évalué qu'à partir d'un seul bilan annuel ce qui reste peu représentatif d'une situation courante.

De plus, les concentrations en entrée de station sont élevées compte tenu de la configuration du point de prélèvement, tel que le précise SGS, laboratoire missionné pour la réalisation du bilan en 2018 :

1.4. AVIS ET INTERPRETATION

(Confère informations complémentaires en annexe 5.1)

Le ratio DCO/DBO5 en entrée est conforme à un effluent urbain classique.

A noter que les concentrations en entrée sont élevées. Ceci s'explique par la configuration du point de mesures où il est difficile de trouver un point de prélèvement représentatif (présence du dégrilleur proche du déversoir avec un effet d'encrassement).

SGS France – EHS – 14 bis rue Lavoisier 56 890 SAINT AVE t +33 (0)2 97 46 14 59 f +33 (0)2 97 62 75 60 www.sgs.com

Membre du groupe SGS (SGS SA)

Siège social : 29, avenue Aristide Briand 94111 Arcueil cedex - au capital de 3,172,613EUR - Identification 552 031 650 Arcueil

FIC-PAQ-127 rév. 004

Edition semaine 05/2018

Au regard des charges actuelles reçues à la station, le Cabinet Artélia, qui réalise actuellement le schéma directeur d'assainissement à l'échelle de l'agglomération, estime les flux suivants arrivants à la station de Quistinic :

2.26.2. CHARGE DE POLLUTION TRAITEE SUR LA STATION D'EPURATION

D'après le nombre de branchements au réseau EU et les données auto-surveillance sur la période 2013 à 2016, les flux polluants collectés en pointe par le réseau EU s'établissent à :

Station d'épuration de QUISTINIC		unités
Nombre d'usagers raccordés au réseau EU	181	usagers
Taux d'occupation des logements selon INSEE	2.2	habitants
Nombre d'habitants raccordés	398	habitants
Ratio de rejet par habitant	45	g DBO5 / j
Flux polluant théorique collecté par réseau EU	17.9	Kg DBO5 / j
	299	Equivalents Habitants
Flux polluant mesuré en pointe (autosurveillance)	4	Kg DBO5 / j
	67	Equivalents Habitants

Le flux polluant théorique arrivant à la station est de 299 équivalents-habitants.

Au regard de l'estimation des charges futures collectées, la prévision de population future pour 120 logements, est de 264 habitants (ou 264 équivalent-habitants dans la notice

du zonage d'assainissement). Selon le ratio polluant d'Artélia, elle serait équivalente à 198 équivalents-habitants (45g de DBO5 par habitant et par jour, soit 11,88 Kg de DBO5/j).

Dans ce cas, la station atteindrait la limite de sa capacité, avec 497 équivalents-habitants estimés.

Afin de confirmer ou infirmer ces chiffres, il conviendra tout d'abord de fiabiliser les mesures en entrée de station, et fiabiliser la mesure de débits, pour évaluer correctement les charges entrantes.

A la suite, un suivi du fonctionnement et de l'évolution des nouveaux raccordements devra être effectué de manière à anticiper une éventuelle saturation.

Si nous constatons un risque de saturation de la station, l'espace est suffisant dans l'enceinte du site pour créer un filtre supplémentaire, en plus des quatre existants. La capacité de traitement augmenterait alors de 25% ce qui permettrait d'accepter les nouveaux habitants de la commune raccordés au réseau collectif.

Enfin, et dans le but d'améliorer le fonctionnement de la station de Quistinic, un budget a été alloué en 2020 pour le remplacement du sable sur la couche supérieure des filtres. L'objectif est d'enlever les parties de sable qui pourraient être colmatées au fil des ans.

-Justification des choix en matière d'assainissement non collectif vis-à-vis d'une urbanisation nouvelle et modalités de réhabilitation des installations défectueuses.

L'urbanisation future en zonage d'assainissement non collectif est ciblée sur les hameaux de Locmaria, Kergroix, et Pratmeur.

La nature des sols dans ces hameaux permet la mise en place de filières classiques de type tranchées d'épandage.

Selon les études de sols réalisées récemment sur ces secteurs, les sols pour Kergroix sont de nature sablo-limoneuse à limoneuse, moyennement profonds à profonds ; pour Locmaria : sableuse à limoneuse, sur arène granitique, profonds ; et les sols sur Pratmeur sont de nature limono-sableuse à limono-argileuse assez profonds.

De ce fait, et compte tenu de l'éloignement de ces hameaux vis-à-vis du réseau d'assainissement existant, il n'a pas été envisagé de les intégrer au zonage d'assainissement collectif.

En ce qui concerne les installations classées non acceptables au regard de leur fonctionnement, elles devront faire l'objet d'une réhabilitation.

Celle-ci peut intervenir lors d'une cession immobilière. En effet, lorsque le dispositif d'assainissement est déclaré non conforme, l'acquéreur dispose d'un délai d'un an pour effectuer les travaux de mise aux normes.

Le service contrôle de Lorient Agglomération valide la conception de la filière à mettre en œuvre, et suit la réalisation des travaux.

La réhabilitation est exigée, sous 4 ans, lorsque l'installation d'assainissement est déclarée non acceptable au moment du contrôle de diagnostic ou de fonctionnement. A l'issue de ces 4 ans la redevance annuelle est doublée si les travaux ne sont pas réalisés tel que mentionné dans le règlement de service de l'assainissement non collectif de Lorient Agglomération à l'article 17.7.

3.5 Après l'enquête

Le registre d'enquête a été récupéré au siège de la mairie le lundi 30 en même temps que celui du PLU.

Le PV verbal d'enquête a été communiqué et commenté lors d'une rencontre à la DEA avec Madame DUMOULIN le 7 octobre.

Lorient Agglomération a fait parvenir la version numérique de son mémoire en réponse le 21 octobre suivi d'un courrier recommandé le 30.

Le rapport et l'avis ont été transmis le 18 novembre par voie numérique.

Fait à Rostrenen, le 16 novembre 2019

Le Commissaire Enquêteur



Christian Robert

LORIENT AGGLOMERATION
COMMUNE de QUISTINIC

Morbihan

ENQUETE PUBLIQUE

du lundi 26 août 2019 à 9h au vendredi 27 septembre 2019 (inclus) à 17h

**Projets de zonage d'assainissement
des eaux usées et des eaux pluviales
de la commune de Quistinic**

**Arrêté du 12 juillet 2019 de M. Norbert METAIRIE
Président de Lorient Agglomération**

DEUXIEME PARTIE

AVIS

DU

COMMISSAIRE ENQUETEUR

Le 18 novembre 2019

II : AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

1) RAPPEL SUR LES CARACTERISTIQUES COMMUNALES

La commune de Quistinic compte 1424 habitants et s'étend sur 4 293 ha. Elle est située à environ 35 kms de Lorient, au nord-est, dans le canton de Guidel et fait partie de Lorient Agglomération depuis 2014, suite au regroupement de plusieurs intercommunalités. (25 communes, 207 857 habitants en 2015). Elle était antérieurement rattachée à Plouay Communauté.

Au plan gestion de la ressource aquatique, la commune relève des orientations du SDAGE Loire Bretagne et s'inscrit dans le SAGE « Blavet », approuvé le 15 avril 2014.

Le parc de logements

Quistinic compte 884 logements dont 284 construits entre 1968 et 2015, soit 6 par an avec des variations. Sur la période 2006-2012, 11 logement/an ont été construits, ce qui est à mettre en relation avec l'objectif du PLH qui est de 9 par an.

On dénombre 654 résidences principales, 129 résidences secondaires et 101 logements vacants. La plus grande partie des ménages est propriétaire (85,2%) et les maisons individuelles constituent l'essentiel du parc (2.2% d'appartements). Ce parc est en partie vétuste. Par ailleurs, Le PLH assigne à Quistinic des objectifs en matière de logements locatifs sociaux à hauteur de 10 % de la production annuelle.

Le projet de PLU

Quistinic ambitionne, sur la base d'une prévision de croissance démographique de 1,03 % par an, d'accueillir, à l'horizon 2030, environ 220 habitants supplémentaires. Les besoins nouveaux seraient dès lors d'environ 130 logements sur la période.

Il est renvoyé au rapport pour la présentation plus détaillée des enjeux et le résumé sur les projets de zonage.

2) APPRECIATIONS MOTIVEES

2.1 Sur le déroulement de l'enquête

Les conditions de publicité et d'affichage, tant à la mairie que dans la presse et sur le terrain, permettent de conclure à une bonne information du public.

Quant au déroulement de l'enquête, en son siège à la mairie QUISTINIC, on peut également conclure que les conditions d'accès au dossier, de réception des personnes et d'accueil du public ont bien répondu aux exigences de bonne information et de libre expression. Tous les documents nécessaires à une bonne compréhension des enjeux ont par ailleurs été mis à disposition spontanément par les élus et le personnel communal. Le service DEA de l'agglomération s'est montré très réceptif aux questions soulevées et apporté les éléments d'explication nécessaires.

2.2 Sur le dossier d'enquête

Son contenu énoncé dans le rapport satisfait aux exigences d'information du public, même si certains aspects requéraient des précisions ce qui a donné lieu à observations de la MRAE et de la DDTM.

2.3 Sur les observations du public

Observation de de M. Sébastien LE NEZET C8, registre PLU, zonage EU, relative au classement de la parcelle YN 49 en zonage d'assainissement non collectif

Bien qu'à proximité du réseau d'assainissement collectif existant, cette parcelle est classée Aa (agricole) au projet de PLU.

Il ne nous a pas semblé nécessaire de la conserver au zonage d'assainissement collectif existant.

AVIS : Le classement retenu est en cohérence avec le PLU, la demande ne peut être accueillie.

- Déposition C14 concernant la parcelle ZX 114, inondée en partie basse à cause du chemin rural surélevé à l'ouest de la parcelle faisant obstacles aux écoulements

Cette parcelle est située en zone Aa au projet de PLU, la compétence en matière d'eaux pluviales sur cette zone revient à la commune de Quistinic. L'obstacle aux écoulements pourra être réglé dans le cadre de travaux diligentés par la commune et ne sont pas l'objet du zonage.

AVIS : Cette demande ne relève pas du zonage eaux pluviales et doit être examinée par la commune de Quistinic.

2.4 Sur les avis des PPA et les réponses au PV d'enquête

Avis de la MRAE

« La maîtrise de la qualité et de l'hydraulique des cours d'eau au regard de l'urbanisation prévue (gestion des eaux usées et des eaux de ruissellement » constitue l'un des trois enjeux prioritaires identifiés par la MRAE.

Sur cet aspect, l'avis délibéré du 20 juin 2019 formule des recommandations auxquelles la commune de Quistinic a donné partiellement réponse dans son mémoire consécutif à l'enquête PLU :

- ♦ *La carte du réseau hydrographique (dans le rapport de présentation et en annexe) mériterait d'être complétée en y situant et en y nommant a minima les cours d'eau principaux du territoire, notamment ceux qui présentent un intérêt écologique particulier et qui drainent les eaux de ruissellement des zones urbanisées.*

Il a été répondu à cette observation dans le cadre du mémoire produit pour le PLU : « Tous les cours d'eau ne possèdent pas de nom. Néanmoins, les cours d'eau nommés seront identifiés au document approuvé. »

AVIS : Cette réponse est satisfaisante, mais l'observation est sans incidence directe sur les zonages.

- ♦ *Au regard de l'augmentation significative de la charge organique traitée par la station d'épuration, l'Ae appelle l'attention de la commune sur le fait que sa capacité d'épuration collective serait proche d'être atteinte si ses prévisions démographiques étaient avérées.*

Dans le cadre du mémoire en réponse produit pour le PLU, il est précisé que la réponse serait apportée par le DEA.

Ce questionnaire avait été repris dans le PV d'enquête et a effectivement donné lieu à réponse. L'ensemble sera examiné dans les développements qui suivent.

- ♦ *Il serait opportun que soit appréciée la pression sur le milieu naturel des impacts des assainissements autonomes*

Dans le cadre du mémoire en réponse produit pour le PLU, il est indiqué que « sur les 105 ANC, source de pollution, seuls 10 sont à 50 mètres ou moins d'une zone humide ou d'un ruisseau. Réponse à développer par la DEA »

Ce questionnaire avait été repris dans le PV d'enquête et a effectivement donné lieu à réponse. L'ensemble sera examiné dans les développements qui suivent.

- ♦ *L'Ae recommande à la commune d'analyser les incidences sur la qualité des cours d'eau et le fonctionnement des*

zones humides des activités et aménagements présents sur l'ensemble de son territoire et de mettre en œuvre les mesures d'évitement, réduction et compensation nécessaires à la préservation des milieux.

Réponse du conseil en environnement

- ➔ L'ensemble des zones humides recensées dans l'inventaire communal a été reporté dans le règlement graphique dans un zonage Nzh ou Azh qui assure sa protection.
- ➔ L'ensemble des zones à urbaniser est situé bien à l'écart des zones humides recensées dans l'inventaire communal et classées en Nzh ou Azh. Il n'y a pas donc pas de risque de développer l'urbanisation à proximité immédiate de zones humides. Par ailleurs, les mesures de régulation des eaux pluviales imposées par le ZAEP conduisent à ne pas dégrader la qualité des eaux des cours d'eau par rapport à l'état actuel. En effet, la mise en œuvre de bassins de rétention largement dimensionnés permettra un rejet d'eaux pluviales pour les zones à urbaniser dont la qualité peut être considérée comme bonne.
- ➔ Il est précisé page 49 de l'évaluation environnementale du ZAEP que *"L'application du Zonage d'Assainissement pluvial de Quistinic avec la mise en œuvre de bassins de rétention sur les six zones d'urbanisation a pour effet de diviser par 10 les flux de pollution qui seront rejetés dans le milieu aquatique par rapport à l'urbanisation de ces zones sans mise en œuvre de mesures compensatoires."*

Le rejet des eaux de ruissellement des six zones d'urbanisation dans le bourg vers les ruisseaux de la Fontaine Dom Jacques et du Moulin de Bodéry n'altérera pas la qualité de la masse d'eau du Blavet au sens de la Directive cadre sur l'eau."

- ➔ L'évaluation environnementale du PLU précise dans le chapitre "4. Prise en compte du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Loire-Bretagne" :

"La protection systématique des haies, des talus, des zones humides et des bois favorise la régulation naturelle des eaux de surface, leur infiltration et leur épuration naturelle".

- ➔ L'évaluation environnementale du PLU précise dans le chapitre 2.5 Qualité des eaux :

"La protection systématique des haies, des talus, des zones humides et des bois favorise la régulation naturelle des eaux de surface, leur infiltration et leur épuration naturelle".

- ➔ L'Évaluation environnementale du ZAEP précise au chapitre "IV.1.2 - Effets sur les zones humides" :

"Le Zonage d'Assainissement Pluvial conduira à la réalisation de bassins de stockage au point bas des parcelles à aménager."

L'inventaire communal des zones humides n'indique pas de zones humides en contact direct avec les parcelles à aménager. Par conséquent, les bassins de rétention mis en œuvre seront hors zones humides."

L'imperméabilisation des sols conduira à augmenter le volume des eaux de ruissellement (rejet à débit régulé de 3 l/s/ha) vers les zones humides bordant les cours d'eau, ce qui est globalement positif (réduit les risques d'assèchement des zones humides)."

Toutefois, si des zones humides venaient à être impactées dans des zones A ou N, le règlement du PLU reprend les règles de compensation de la règle 3.1.1 du SDAGE :

"Règle 3.1.1. La dégradation ou la destruction d'une «zone humide remarquable» ne pourra être acceptée que pour des projets d'intérêt public bénéficiant d'une DUP et/ou d'un Projet d'Intérêt Général, et justifiant de l'absence d'alternative avérée. La compensation se fera par la restauration de zones humides remarquables dégradées sur une superficie égale à au moins 300 % de la surface impactée."

AVIS : Cette réponse démontre que les évaluations environnementales ont bien intégré les enjeux et que les prescriptions arrêtées en matière de zonages sont en cohérence avec les principes applicables et le PLU en projet.

- ◆ *L'Ae recommande à la commune d'étudier les incidences potentielles des aménagements du site de Poul Fetan sur le risque inondation et la vulnérabilité du village*

➔ Réponse du conseil en environnement

Le règlement du zonage d'assainissement des eaux pluviales dispose que, pour les zones à urbaniser, les rejets ne doivent pas dépasser 3 l/s/ha pour une pluie décennale sachant que l'infiltration à la parcelle est à privilégier. Un tel débit de fuite permet de réduire les débits des eaux pluviales des parcelles à aménager par

rapport au débit de l'état actuel. L'application du ZAEP sur ce secteur permet ainsi de réduire les risques d'inondation par rapport à l'état actuel.

AVIS : Cette réponse qui renvoie aux règles retenues en matière de zonages eaux pluviales permet de considérer que les incidences des STECAL, prévues par le PLU en projet, sont maîtrisées et ne devraient pas aggraver l'exposition aux risques.

Avis de la DDTM

Il est favorable mais assorti de réserves et d'observations :

C. La préservation des milieux

- *Justifier l'état de charge de la STEP afin de confirmer qu'elle est en mesure de traiter les effluents générés par la population supplémentaire à venir.*
- *Imposer la mise aux normes des ANC existants et non conformes.*

Il est répondu que le rapport de présentation sera complété en ce sens.

Ce questionnement avait été repris dans le PV d'enquête et a effectivement donné lieu à réponse. L'ensemble sera examiné dans les développements qui suivent.

II ÉLÉMENTS DE REPONSE RELATIFS AUX QUESTION DES PPA REPRISES DANS LE PV D'ENQUETE

-Capacité de la station d'épuration pour à terme absorber les effluents d'une population supplémentaire envisagée sur la commune

L'Agence de l'eau et la DDTM soulèvent la question d'une saturation de la station si les prévisions démographiques étaient avérées.

Tout d'abord, le fonctionnement complet de la station n'est évalué qu'à partir d'un seul bilan annuel ce qui reste peu représentatif d'une situation courante.

De plus, les concentrations en entrée de station sont élevées compte tenu de la configuration du point de prélèvement, tel que le précise SGS, laboratoire missionné pour la réalisation du bilan en 2018 :

1.4. AVIS ET INTERPRETATION

(Confère informations complémentaires en annexe 5.1)

Le ratio DCO/DBO5 en entrée est conforme à un effluent urbain classique.

A noter que les concentrations en entrée sont élevées. Ceci s'explique par la configuration du point de mesures où il est difficile de trouver un point de prélèvement représentatif (présence du dégrilleur proche du déversoir avec un effet d'engrassment).

Au regard des charges actuelles reçues à la station, le Cabinet Artélia, qui réalise actuellement le schéma directeur d'assainissement à l'échelle de l'agglomération, estime les flux suivants arrivants à la station de Quistinic :

2.26.2. CHARGE DE POLLUTION TRAITEE SUR LA STATION D'EPURATION

D'après le nombre de branchements au réseau EU et les données auto-surveillance sur la période 2013 à 2016, les flux polluants collectés en pointe par le réseau EU s'établissent à :

Station d'épuration de QUISTINIC		unités
Nombre d'usagers raccordés au réseau EU	181	usagers
Taux d'occupation des logements selon INSEE	2.2	habitants
Nombre d'habitants raccordés	398	habitants
Ratio de rejet par habitant	45	g DBO5 / j
Flux polluant théorique collecté par réseau EU	17.9	Kg DBO5 / j
	299	Equivalents Habitants
Flux polluant mesuré en pointe (autosurveillance)	4	Kg DBO5 / j
	67	Equivalents Habitants

Le flux polluant théorique arrivant à la station est de 299 équivalents-habitants.

Au regard de l'estimation des charges futures collectées, la prévision de population future pour 120 logements, est de 264 habitants (ou 264 équivalent-habitants dans la notice du zonage d'assainissement). Selon le ratio polluant d'Artélia, elle serait équivalente à 198 équivalents-habitants (45g de DBO5 par habitant et par jour, soit 11,88 Kg de DBO5/j).

Dans ce cas, la station atteindrait la limite de sa capacité, avec 497 équivalents-habitants estimés.

Afin de confirmer ou infirmer ces chiffres, il conviendra tout d'abord de fiabiliser les mesures en entrée de station, et fiabiliser la mesure de débits, pour évaluer correctement les charges entrantes.

A la suite, un suivi du fonctionnement et de l'évolution des nouveaux raccordements devra être effectué de manière à anticiper une éventuelle saturation.

Si nous constatons un risque de saturation de la station, l'espace est suffisant dans l'enceinte du site pour créer un filtre supplémentaire, en plus des quatre existants. La capacité de traitement augmenterait alors de 25% ce qui permettrait d'accepter les nouveaux habitants de la commune raccordés au réseau collectif.

Enfin, et dans le but d'améliorer le fonctionnement de la station de Quistinic, un budget a été alloué en 2020 pour le remplacement du sable sur la couche supérieure des filtres. L'objectif est d'enlever les parties de sable qui pourraient être colmatées au fil des ans.

AVIS : Cette réponse précise la présentation faite dans la notice et fournit une explication sur les concentrations élevées, qui résultent de la situation du point de prélèvement. La station est en capacité de répondre aux besoins nouveaux et il subsiste une marge de sécurité (264 à 497 EH)). D'autre part la capacité de la station peut être augmentée s'il y a risque de saturation et son entretien garantit son efficacité.

Justification des choix en matière d'assainissement non collectif vis-à-vis d'une urbanisation nouvelle, et modalités de réhabilitation des installations défectueuses.

L'urbanisation future en zonage d'assainissement non collectif est ciblée sur les hameaux de Locmaria, Kergroix, et Pratmeur.

La nature des sols dans ces hameaux permet la mise en place de filières classiques de type tranchées d'épandage.

Selon les études de sols réalisées récemment sur ces secteurs, les sols pour Kergroix sont de nature sablo-limoneuse à limoneuse, moyennement profonds à profonds ; pour Locmaria : sableuse à limoneuse, sur arène granitique, profonds ; et les sols sur Pratmeur sont de nature limono-sableuse à limono-argileuse assez profonds.

De ce fait, et compte tenu de l'éloignement de ces hameaux vis-à-vis du réseau d'assainissement existant, il n'a pas été envisagé de les intégrer au zonage d'assainissement collectif.

En ce qui concerne les installations classées non acceptables au regard de leur fonctionnement, elles devront faire l'objet d'une réhabilitation.

Celle-ci peut intervenir lors d'une cession immobilière. En effet, lorsque le dispositif d'assainissement est déclaré non conforme, l'acquéreur dispose d'un délai d'un an pour effectuer les travaux de mise aux normes.

Le service contrôle de Lorient Agglomération valide la conception de la filière à mettre en œuvre et suit la réalisation des travaux.

La réhabilitation est exigée, sous 4 ans, lorsque l'installation d'assainissement est déclarée non acceptable au moment du contrôle de diagnostic ou de fonctionnement. A l'issue de ces 4 ans la redevance annuelle est doublée si les travaux ne sont pas réalisés tel que mentionné dans le règlement de service de l'assainissement non collectif de Lorient Agglomération à l'article 17.7.

AVIS : Cette réponse apporte en principe des garanties satisfaisantes, mais il convient toutefois de rappeler que les taux de non conformités sont élevées : 104 installations non acceptables et sources de pollution pour le milieu récepteur et un pourcentage non négligeable d'installations à risques parmi les acceptables. Dès lors une recommandation s'impose car il n'est pas certain que le seul doublement de la redevance SPANC constitue un levier suffisant.

2.5 Conclusions globales sur le projet.

Les objectifs poursuivis par Lorient Agglomération sont en adéquation avec le souci de transposer la législation opposable, les objectifs du SDAGE et du SAGE ainsi que les principes résultant du SCOT du Pays de Lorient approuvé le 16 mai 2018.

Les enjeux environnementaux prioritaires liés à la qualité et à l'hydraulique des cours d'eau au regard de l'urbanisation prévue sont bien intégrés dans le projet de PLU et dans les zonages. Ces zonages sont en cohérences avec le PLU.

Les observations formulées par les PPA et reprises dans cette enquête ont reçu réponse.

Les principaux impacts négatifs sont liés à l'urbanisation et les OAP ont fait l'objet d'une évaluation dont il résulte des mesures appropriées. Les incidences sont étudiées, classées et des réponses sont apportées au titre de la séquence ERC. La compatibilité avec les normes supérieures et les projets supra communaux a été étudiée.

3) CONCLUSION DE L'AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

- Vu le dossier d'enquête et les documents opposables
- Vu l'avis des PPA
- Vu les observations et les réponses de Lorient Agglomération
- Compte tenu des appréciations motivées développées ci-dessus
- Considérant que les deux zonages sont en cohérence avec le projet de PLU et avec les objectifs opposables.

Je délivre un avis favorable au projet de zonage des eaux pluviales et de zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Quistinic.

Cet avis est assorti d'une recommandation portant sur la mise en place de mesures correctives en vue de régulariser les assainissements individuels non conformes.

Fait à Rostrenen, le 18 novembre 2019



Le Commissaire Enquêteur

Christian Robert

ANNEXES : Affichage, PV d'enquête et mémoire en réponse.

Mémoire en réponse, Carte des affichages

**LORIENT AGGLOMERATION
COMMUNE de QUISTINIC
(MORBIHAN)
ENQUETE PUBLIQUE**

du lundi 26 août 2019 à 9h au vendredi 27 septembre 2019 (inclus) à 17h

**Projets de zonage d'assainissement
des eaux usées et des eaux pluviales
de la commune de Quistinic**

PROCES VERBAL D'ENQUETE

Références :

Arrêté de M. Norbert METAIRIE
Président de Lorient Agglomération

Je soussignée,
Norbert METAIRIE, Président de
Lorient Agglomération, atteste que M.C.
ROBERT a remis ce jour le PV
d'observations dressé sur 6 pages

Par délégation :

Monsieur Le Président,

A LORIENT le 07/10/2019

Le présent procès-verbal est pris en application de l'article R123-18, alinéa 2 du Code de l'environnement qui dispose : « Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles. » .

L'enquête publique s'est déroulée à la mairie de Quistinic du 26 août 2019 au vendredi 27 septembre 2019 inclus. Elle avait pour objet les projets de zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales de la commune de Quistinic.

Au cours de l'enquête aucune observation n'a été déposée au registre ou sur l'adresse courriel.

Toutefois deux dépositions formées dans le cadre de l'enquête PLU se rapportent à des thématiques ressortissant de l'enquête zonage. Elles sont reproduites ci-dessous.

C8, zonage EU

M. Sébastien LE NEZET

Copie d'un courriel du 23 mars 2019 avec mémoire de remarques sur le projet

Il déplore par ailleurs la suppression de l'assainissement collectif sur un terrain (section YN 49 manifestement_ réclamation à verser dans l'EP zonage EU)



C14, Zonage EP

M. et Mme GUEGAN

En complément du courrier C 14, ils exposent que la parcelle ZX 114 est inondée en partie basse en raison d'une modification intervenue sur le chemin rural qui la longe à l'ouest. Ce chemin aurait été surélevé dans les années 90 et fait obstacle à l'écoulement des eaux vers le Blavet.



Le dossier soumis a par ailleurs suscité de ma part des interrogations dont la teneur vous est exposée ci-dessous.

Le dimensionnement de la station d'épuration a interrogé l'AE qui appelle l'attention de la commune sur le fait que « *sa capacité d'épuration collective serait proche d'être atteinte si ses prévisions démographiques étaient avérées* »

La DDTM soulève une question équivalente.

Il conviendrait donc de démontrer que *la station d'épuration, à terme, est en mesure d'absorber les effluents générés par l'augmentation de la population envisagée.*

Des préoccupations sont aussi formulées pour les dispositifs d'assainissement autonomes, tant du point de vue des besoins liés à l'urbanisation nouvelle qu'au regard des non-conformités affectant les dispositifs existants.

Il conviendrait donc de justifier les choix et d'exposer quelles modalités seront mises en œuvre en matière de correction des défauts affectant les installations.

Dans l'attente de vos réponses sur ces observations et me tenant à votre disposition pour toute précision qui vous serait utile, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes salutations distinguées.

Fait à Rostrenen, le 6 octobre 2019

Transmis par courriel le 07/10



Christian Robert

**Pôle ingénierie
et gestion techniques**

Personnes chargées du dossier :
Christine AMOSSÉ - Maeva DUMOULIN
Direction eau et assainissement
Tél. : 02 90 74 75 24 ou 36

Monsieur Christian ROBERT
15, Lanhellen
22110 ROSTRENEN

DEA BE - 2019

Lorient,

Objet : Réponses aux observations du commissaire enquêteur
Enquête publique concernant les projets de zonage d'assainissement des eaux usées et de
zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Quistinic, du 26 août 2019 au 27
septembre 2019

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

A l'issue de l'enquête publique concernant les projets de zonages d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales de la commune de Quistinic, vous avez adressé à Lorient Agglomération deux observations émises dans la cadre de l'enquête publique de révision du PLU, ainsi que vos questions en matière d'assainissement des eaux usées. Vous trouverez ci-dessous les réponses apportées aux différents questionnements.

- **Déposition C8 relative au classement de la parcelle YN 49 en zonage d'assainissement non collectif**

Bien qu'à proximité du réseau d'assainissement collectif existant, cette parcelle est classée Aa (agricole) au projet de PLU.

Il ne nous a pas semblé nécessaire de la conserver au zonage d'assainissement collectif existant.

- **Déposition C14 concernant la parcelle ZX 114, inondée en partie basse à cause du chemin rural surélevé à l'ouest de la parcelle faisant obstacles aux écoulements**

Cette parcelle est située en zone Aa au projet de PLU, la compétence en matière d'eaux pluviales sur cette zone revient à la commune de Quistinic. L'obstacle aux écoulements pourra être réglé dans le cadre de travaux diligentés par la commune et ne sont pas l'objet du zonage.

- **Questions du commissaire enquêteur :**

-Capacité de la station d'épuration pour à terme absorber les effluents d'une population supplémentaire envisagée sur la commune

L'Agence de l'eau et la DDTM soulèvent la question d'une saturation de la station si les prévisions démographiques étaient avérées.

Tout d'abord, le fonctionnement complet de la station n'est évalué qu'à partir d'un seul bilan annuel ce qui reste peu représentatif d'une situation courante.

De plus, les concentrations en entrée de station sont élevées compte tenu de la configuration du point de prélèvement, tel que le précise SGS, laboratoire missionné pour la réalisation du bilan en 2018 :

1.4. AVIS ET INTERPRETATION

(Confère informations complémentaires en annexe 5.1)

Le ratio DCO/DBO5 en entrée est conforme à un effluent urbain classique.

A noter que les concentrations en entrée sont élevées. Ceci s'explique par la configuration du point de mesures où il est difficile de trouver un point de prélèvement représentatif (présence du dégrilleur proche du déversoir avec un effet d'encrassement).

SGS France – EHS – 14 bis rue Lavoisier 56 890 SAINT AVE t +33 (0)2 97 46 14 59 f +33 (0)2 97 62 75 60 www.sgs.com

Membre du groupe SGS (SGS SA)

Siège social : 29, avenue Aristide Briand 94111 Arcueil cedex - au capital de 3,172,613EUR - Identification 552 031 650 Arcueil

FIC-PAQ-127 rév. 004

Edition semaine 05/2018

Au regard des charges actuelles reçues à la station, le Cabinet Artélia, qui réalise actuellement le schéma directeur d'assainissement à l'échelle de l'agglomération, estime les flux suivants arrivants à la station de Quistinic :

2.26.2. CHARGE DE POLLUTION TRAITEE SUR LA STATION D'EPURATION

D'après le nombre de branchements au réseau EU et les données auto-surveillance sur la période 2013 à 2016, les flux polluants collectés en pointe par le réseau EU s'établissent à :

Station d'épuration de QUISTINIC		unités
Nombre d'usagers raccordés au réseau EU	181	usagers
Taux d'occupation des logements selon INSEE	2.2	habitants
Nombre d'habitants raccordés	398	habitants
Ratio de rejet par habitant	45	g DBO5 / j
Flux polluant théorique collecté par réseau EU	17.9	Kg DBO5 / j
	299	Equivalents Habitants
Flux polluant mesuré en pointe (autosurveillance)	4	Kg DBO5 / j
	67	Equivalents Habitants

Le flux polluant théorique arrivant à la station est de 299 équivalents-habitants.

Au regard de l'estimation des charges futures collectées, la prévision de population future pour 120 logements, est de 264 habitants (ou 264 équivalent-habitants dans la notice du zonage d'assainissement). Selon le ratio polluant d'Artélia, elle serait équivalente à 198 équivalents-habitants (45g de DBO5 par habitant et par jour, soit 11,88 Kg de DBO5/j).

Dans ce cas, la station atteindrait la limite de sa capacité, avec 497 équivalents-habitants estimés.

Afin de confirmer ou infirmer ces chiffres, il conviendra tout d'abord de fiabiliser les mesures en entrée de station, et fiabiliser la mesure de débits, pour évaluer correctement les charges entrantes.

A la suite, un suivi du fonctionnement et de l'évolution des nouveaux raccordements devra être effectué de manière à anticiper une éventuelle saturation.

Si nous constatons un risque de saturation de la station, l'espace est suffisant dans l'enceinte du site pour créer un filtre supplémentaire, en plus des quatre existants. La capacité de traitement augmenterait alors de 25% ce qui permettrait d'accepter les nouveaux habitants de la commune raccordés au réseau collectif.

Enfin, et dans le but d'améliorer le fonctionnement de la station de Quistinic, un budget a été alloué en 2020 pour le remplacement du sable sur la couche supérieure des filtres. L'objectif est d'enlever les parties de sable qui pourraient être colmatées au fil des ans.

-Justification des choix en matière d'assainissement non collectif vis-à-vis d'une urbanisation nouvelle, et modalités de réhabilitation des installations défectueuses.

L'urbanisation future en zonage d'assainissement non collectif est ciblée sur les hameaux de Locmaria, Kergroix, et Pratmeur.

La nature des sols dans ces hameaux permet la mise en place de filières classiques de type tranchées d'épandage.

Selon les études de sols réalisées récemment sur ces secteurs, les sols pour Kergroix sont de nature sablo-limoneuse à limoneuse, moyennement profonds à profonds ; pour Locmaria : sableuse à limoneuse, sur arène granitique, profonds ; et les sols sur Pratmeur sont de nature limono-sableuse à limono-argileuse assez profonds.

De ce fait, et compte tenu de l'éloignement de ces hameaux vis-à-vis du réseau d'assainissement existant, il n'a pas été envisagé de les intégrer au zonage d'assainissement collectif.

En ce qui concerne les installations classées non acceptables au regard de leur fonctionnement, elles devront faire l'objet d'une réhabilitation.

Celle-ci peut intervenir lors d'une cession immobilière. En effet, lorsque le dispositif d'assainissement est déclaré non conforme, l'acquéreur dispose d'un délai d'un an pour effectuer les travaux de mise aux normes. Le service contrôle de Lorient Agglomération valide la conception de la filière à mettre en œuvre, et suit la réalisation des travaux.

La réhabilitation est exigée, sous 4 ans, lorsque l'installation d'assainissement est déclarée non acceptable au moment du contrôle de diagnostic ou de fonctionnement. A l'issue de ces 4 ans la redevance annuelle est doublée si les travaux ne sont pas réalisés tel que mentionné dans le règlement de service de l'assainissement non collectif de Lorient Agglomération à l'article 17.7.

J'espère avoir apporté un éclairage suffisant aux observations formulées, et vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire-enquêteur, l'assurance de mes salutations distinguées.

Le Président,

Norbert Métairie